



SERVICE DE LA  
COMMISSION  
DES AFFAIRES  
EUROPEENNES

EUR\_2021\_XXX

Vienne, le 24 février 2022

**RAPPORT DE M. PASCAL ALLIZARD,  
VICE-PRESIDENT DE L'AP-OSCE  
REPRESENTANT SPECIAL POUR LES AFFAIRES MEDITERRANEENNES**

---

**AP-OSCE, Commission Permanente, Assemblée d'Hiver, le 24 février 2022**

Madame la Présidente, chère Margareta,

Mes chers collègues,

Monsieur le Secrétaire Général, cher Roberto,

Avant de vous présenter brièvement le rapport de mes activités de Représentant spécial je dois évoquer l'actualité, sombre, et la guerre menée en Ukraine par la Russie, en rendant tout d'abord hommage aux centaines de victimes civiles, aux femmes, aux hommes, aux enfants, qui ont déjà succombé ou sont touchés dans leur chair. Je pense aussi bien sûr au personnel de l'OSCE, mais aussi des autres institutions internationales et des ONG qui est encore présent sur le terrain en Ukraine. Nous vivons une guerre, une crise sans précédent, depuis la fin de la seconde guerre mondiale et donc depuis qu'existe l'OSCE, fondée sur la détente et la paix, et qui doit aujourd'hui affronter la guerre.

Je m'associe bien entendu à la motion ferme adoptée par notre assemblée, dont nous avons discuté en bureau, réuni d'urgence mercredi 23 février au soir dans nos nouveaux locaux de Vienne, et je condamne fermement

cette guerre délibérément causée par la Russie, dont souffriront et le peuple ukrainien et le peuple russe.

L'OSCE, et notre assemblée en particulier, est née par et pour le dialogue, la détente, rendus aujourd'hui impossibles par la guerre. Mais le drapeau de l'OSCE est le drapeau blanc : c'est le drapeau de la paix. En ces heures sombres, où il est en berne, nous devons néanmoins nous donner toutes les chances et encourager toutes les occasions de pouvoir à nouveau le hisser, pour faire prévaloir les valeurs de paix, de sécurité, d'humanité qui sont les nôtres et qui sont universelles. Elles sont clairement définies dans l'Acte final de la conférence d'Helsinki et dans la Charte de Paris, qui doivent demeurer notre boussole.

C'est pourquoi, dans ce contexte tragique, je persiste à croire, plus que jamais, que la voix des parlementaires que nous sommes peut et doit porter, mais aussi être entendue. Pour cela, nous devons, à mon sens, au-delà même des émotions légitimes qui nous étreignent face à une telle situation, nous efforcer à une analyse politique, rationnelle, géopolitique et globale. Telle est notre responsabilité.

A cet égard, nous devons avoir une appréhension globale de la sécurité qui doit être indivisible, comme l'a proclamé l'Acte d'Helsinki. Or la sécurité des pays membres est en jeu, non pas seulement au sein même de cette vaste région, où elle est gravement menacée par la guerre actuelle, mais aussi sur son pourtour, sur ses marches, que ce soit en Asie ou sur les rives mêmes de la Méditerranée.

C'est pourquoi le contexte actuel rend encore plus cruciale la coopération avec les six pays partenaires méditerranéens que sont l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie et Israël (représentée par la Knesset mais aussi par le Conseil national palestinien) ?

C'est pourquoi j'ai prévu de me rendre prochainement, dès que possible, en Israël et dans les territoires palestiniens, pour réaffirmer les liens historiques, culturels, humains, forts que nous avons. Mais aussi appeler au respect du droit

international et rappeler notre engagement en faveur de la stabilité et de la paix dans la région.

Dans l'exercice de ma mission de Représentant spécial, je m'efforce de mettre au premier plan **les défis communs** auxquels nous faisons face. Telle fut la ligne directrice, constructive, du **Forum méditerranéen que j'ai présidé le 4 novembre dernier.**

Pour obtenir des résultats, une telle approche doit être, quand c'est possible, préparée et mûrie **en lien, et en bonne intelligence avec les organes exécutifs de l'OSCE, chacun restant dans son rôle.** C'est pourquoi je m'étais rendu à Vienne, les 13 et 14 octobre, pour participer à la **Conférence du groupe des partenaires méditerranéens de l'OSCE**, organisée par la présidence polonaise du groupe sur le thème « **La voie de la résilience : la sortie de la crise de la Covid-19 et la sécurité au sein de l'OSCE et de la région méditerranéenne** ».

En marge de cette conférence, **j'avais tenu à rencontrer chacun des ambassadeurs, Représentants permanents des pays partenaires méditerranéens.**

Ces rencontres préliminaires, outre qu'elles m'ont donné l'occasion de visiter les nouveaux bureaux du secrétariat et de faire connaissance avec l'équipe de Vienne, ont permis en effet de nous rassembler lors du Forum, autour de thèmes communs : **la sortie de la crise de la Covid-19, la lutte contre la criminalité organisée transnationale, le développement durable, la lutte contre le changement climatique.** Elles m'ont aussi révélé **l'ampleur des attentes de nos partenaires**, en recherche par exemple, d'une coopération renforcée en matière vaccinale.

Ces pays qui ont souffert de la pandémie et de ses conséquences ont aussi connu des **renouvellements** électoraux et leurs délégations sont donc en cours de reconstitution.

Je relève une réelle volonté de tous les partenaires d'œuvrer ensemble.

J'en viens aux autres enjeux qu'il me semble important de souligner, dans le cadre de la vision globale et raisonnée que je vous propose d'adopter.

En matière de sécurité, la **dissémination du terrorisme** et du trafic d'armes à partir notamment des zones conflictuelles comme la Libye ou la Syrie est inquiétante. Nous constatons la « continentalisation » du phénomène terroriste qui prospère désormais **au cœur de l'Afrique subsaharienne vers le golfe de Guinée**, depuis les côtes méditerranéennes. De même, l'Etat islamique n'a pas disparu du Proche-Orient ainsi que l'illustre la récente attaque d'une prison et la libération des djihadistes détenus.

Ce sont ainsi de nombreux Etats qui sont menacés de déstabilisation dans des zones où leur autorité était parfois déjà fragile. Ce sont aussi des populations qui sont confrontés à la guerre, au chaos. Or vous le savez, ces situations ont une influence directe sur les flux migratoires. Elles jettent les migrants sur des routes dangereuses, et souvent mortelles, et les transforment à leur corps défendant en instruments de la guerre hybride.

Accélérateur de la globalisation des échanges, la mer redevient un **espace de conflictualité** où chacun fait valoir ses intérêts politiques, économiques ou stratégiques. Les fonds marins représentent un terrain de rapports de force, avec notamment les câbles sous-marins. La méditerranée ne fait pas exception à ce mouvement mondial.

Ces derniers mois, les désordres géopolitiques aux pourtours méditerranéens amènent une grande agitation en méditerranée ou en Mer noire, matérialisée notamment par des manœuvres navales de grande envergure, de la préparation au combat de haute intensité, des interceptions musclées d'avions...

Les **risque de dérapages**, d'incompréhensions, d'erreurs d'appréciation sont réels dans ce contexte de cristallisation des tensions. Il en va de même en

méditerranée orientale, en liaison avec des revendications territoriales parfois brutales et des découvertes de gisements sous-marins de ressources énergétiques.

Comme je le souligne souvent, la militarisation des espaces, l'essor des menaces, la multiplication des « zones grises » anéantiront les perspectives de développement économique, perturberont les échanges maritimes et affecteront le tourisme dont de nombreux pays de la zone dépendent.

Cette situation est préjudiciable à tous et **nul ne peut prétendre à la résoudre seul ou à s'imposer par le fait accompli.**

En outre, j'attire une nouvelle fois votre attention sur **l'émergence de nouveaux acteurs dans la zone méditerranéenne comme la Chine.** Mon propos n'est pas ici de faire de procès d'intention ou de spéculation. Il y a des opportunités, notamment économiques, avec la Chine qu'il faut à l'évidence saisir. Certains pays méditerranéens et au-delà, de la zone OSCE, ont franchi le pas.... avec des fortunes diverses.

Mais j'appelle à la prudence ceux qui font des calculs à courte vue au regard de **difficultés déjà observées dans certains Etats en matière de souveraineté** – je pense en particulier aux ports et aux installations stratégiques - ou d'explosion de la dette.

Je souligne aussi les dangers du bilatéralisme avec la Chine qui place les cocontractants dans une **relation asymétrique et de dépendance.** Les pays méditerranéens ne doivent pas renoncer à leur souveraineté pour financer quelques autoroutes ! Enfin, si projet chinois il y a, ils doivent faire une plus grande place à la main d'œuvre locale surtout dans les pays où les taux de chômage sont élevés. A défaut, ce sera l'explosion sociale assurée.

J'appelle également votre attention sur le **soft power chinois** déployé dans nos régions, qu'il s'agisse des activités sanitaires ou culturelles, qui sous une apparente bienveillance ne sont jamais désintéressées.

Sur ces questions, c'est par l'union, la coopération, que les pays méditerranéens peuvent espérer **peser davantage** face à un acteur majeur des relations internationales qui avance à grands pas ses intérêts dans notre environnement immédiat et qui, dans le même temps, contrôle toujours davantage sa propre périphérie.

A propos des **sujets climatiques**, nous avons eu des échanges très intéressants lors du dernier Forum méditerranéen, en novembre dernier. Hélas, ce n'est pas qu'un thème à la mode pour les forums et colloques.

Je me permets d'insister sur le fait que ces sujets sont **fondamentaux** pour nous tant il est vrai que les particularités méditerranéennes accentuent, aggravent, les effets indésirables du changement climatique.

Tous les pays du pourtour méditerranéen ont connu ces dernières années des **épisodes météorologiques extrêmes**, avec des conséquences matérielles et humaines désastreuses. **Et la récurrence et l'intensité des phénomènes augmentent.**

Nous devons davantage agir ensemble pour préserver les personnes et les biens, et les activités économiques (tourisme, pêche, transports, agriculture).

Enfin, je rappelle le **lien évident entre dégradation climatique et sécurité :**

- hausse des déplacements de population et, par voie de conséquence, des trafics d'êtres humains et l'essor des groupes criminels transfrontaliers ;
- hausse des conflits d'accès aux ressources alimentaires et à l'eau ;
- accroissement de la pauvreté qui engendre des désordres sociaux, de la criminalité et du terrorisme.

Les pays méditerranéens ont la mer en partage et c'est en particulier vers ce qu'il est convenu d'appeler l' « **économie bleue** » que nous devons résolument nous tourner.

Certains experts prévoient un triplement de sa valeur ajoutée entre 2010 et 2030. Les opportunités sont immenses, notamment dans les domaines de l'énergie marine (éolien en mer, hydroliennes), des biotechnologies marine, de l'aquaculture et de la pêche, des transports et activités portuaires ou encore du tourisme.

En matière de transports, si essentiels pour les flux de personnes et de marchandises, les progrès technologiques nous offrent des perspectives intéressantes : moteurs thermiques à basses émissions ou hybrides, navires / avions à hydrogène, navires à propulsion vélique...

L'ensoleillement généreux du bassin méditerranéen doit permettre l'essor de l'énergie photovoltaïque.

Ainsi cette mer est un joyau qu'il faut mieux protéger tant **notre avenir est lié au sien**. Et l'économie bleue ne sera véritablement utile à la croissance que si elle se développe de manière **concertée et durable**, en méditerranée comme dans les autres espaces maritimes du globe.

Je conclus, pour partager ma conviction profonde : face aux tensions et à la guerre actuelle, notre assemblée a une contribution majeure à apporter pour la paix, la coopération, la sécurité. C'est dans cet esprit que je souhaite continuer à travailler avec vous sur les différents sujets que je viens d'évoquer.

Je vous remercie.